

DE BUENOS AIRES



N°15 – Du 7 au 13 avril 2023

Cône Sud – Evolution différenciée de la croissance en 2023

L'édition d'avril des Perspectives de l'économie mondiale du Fonds monétaire international (FMI) prévoit un ralentissement de la croissance de l'économie mondiale en 2023, à 2,8% - soit -0,1 point de pourcentage « p.p. » par rapport à l'édition de janvier – après 3,4% en 2022, en raison des nombreux chocs adverses, notamment la guerre en Ukraine, les mesures sanitaires en Chine, les tensions sur les marchés financiers (remontée des taux d'intérêts, faillite du Crédit Suisse) et de la fin de la convergence de certains pays d'Asie du Sud-Est (Chine, Corée). A l'horizon 2024, l'économie mondiale connaîtrait un rebond (+3,0 % en 2024, -0,1 p.p.), mais à un rythme qui resterait inférieur à la moyenne historique (3,8% durant les deux décennies qui ont précédé le déclenchement de la pandémie). De surcroît, l'économie mondiale est fragilisée par la persistance de l'inflation, bien qu'en léger recul, qui passerait de 8,7% en 2022 à 7,0% en 2023. À terme, le FMI prévoit une poursuite de la désinflation à 4,9% en 2024 (+0,5 p.p.). Pour les pays d'Amérique du Sud, la croissance pourrait nettement ralentir en 2023 (+1,0% après +3,9% un an plus tôt) avant de légèrement progresser en 2024 (à +1,9%). Les pressions sur les prix resteraient particulièrement élevées (17,2% en 2023 puis 11,8% en 2024). Concernant les pays du Cône Sud, dont l'évolution de l'activité est très dépendante de la conjoncture internationale (essentiellement celles des États-Unis, de la Chine et du Brésil) et de l'évolution des marchés des matières premières (de manière positive pour l'agriculture et les mines, et négative pour les énergies), les prévisions de croissance sont inchangées pour le Paraguay (+4,5% en 2023 puis +3,5% en 2024), revues à la hausse pour le Chili (-1,0 %, puis +1,9%) et à la baisse pour l'Argentine (-0,2%, puis 2,0%) et l'Uruguay (2,0%, puis 2,9%). En effet, le phénomène climatique La Niña qui affecte l'ensemble de la région (59,6% du territoire argentin, 40,5% au Chili, 62,8% au Paraguay et 99,7% en Uruguay en mars 2023) pèse lourdement sur le secteur primaire (agriculture, élevage, énergies) et les services (transport fluvial). En Argentine, les récoltes de soja et de maïs ont déjà diminué de moitié pour atteindre, respectivement, 34,5 et 42,5 millions de tonnes (Mt). Cette tendance entraîne une diminution des exportations agricoles (-38,9% en janvier-février en glissement annuel), provoquant une perte estimée à 19,2 Mds USD et un coût global pour l'économie d'environ 3% du PIB. En Uruguay, l'agriculture est également affectée, avec pour les récoltes, une perte de 1,6 Mt (33% de la production) et pour l'élevage, une perte d'environ 300.000 têtes de bétail (7% des naissances). Les pertes pour l'ensemble de l'économie uruguayenne sont estimées à 1,8 Md USD, soit 2,5% du PIB. A cela s'ajoutent les cycles politiques (élections en Argentine et au Paraguay, processus constitutionnel au Chili), les frustrations sociales (renchérissement du coût de la vie, ralentissement économique) et les tensions au sein du Mercosur (isolement croissant de l'Uruguay en raison de sa stratégie d'ouverture vis-à-vis de la Chine et de l'Accord de partenariat transpacifique global et progressiste). Ces risques pourraient aussi présenter des opportunités pour les pays de la région, notamment pour avancer dans les réformes structurelles afin de restaurer les finances publiques (Argentine), améliorer la productivité (Chili, Paraguay), accroître l'efficacité de la solidarité intergénérationnelle (Chili, Uruguay) et réduire la dépendance aux matières premières (Argentine, Chili, Paraguay, Uruguay). De manière générale, les services du Fonds identifient des facteurs haussiers (reprise de la demande mondiale, désinflation rapide, normalisation des chaînes d'approvisionnement) qui pourraient venir en soutien à l'activité économique dans la région. La réouverture de la Chine pourrait notamment, un peu plus tard dans l'année, bénéficier aux pays du cône Sud, tant leur commerce extérieur (Chili en particulier) dépend de l'économie chinoise.

LE CHIFFRE À RETENIR

2,8

Croissance mondiale
prévue pour 2023 (en %)

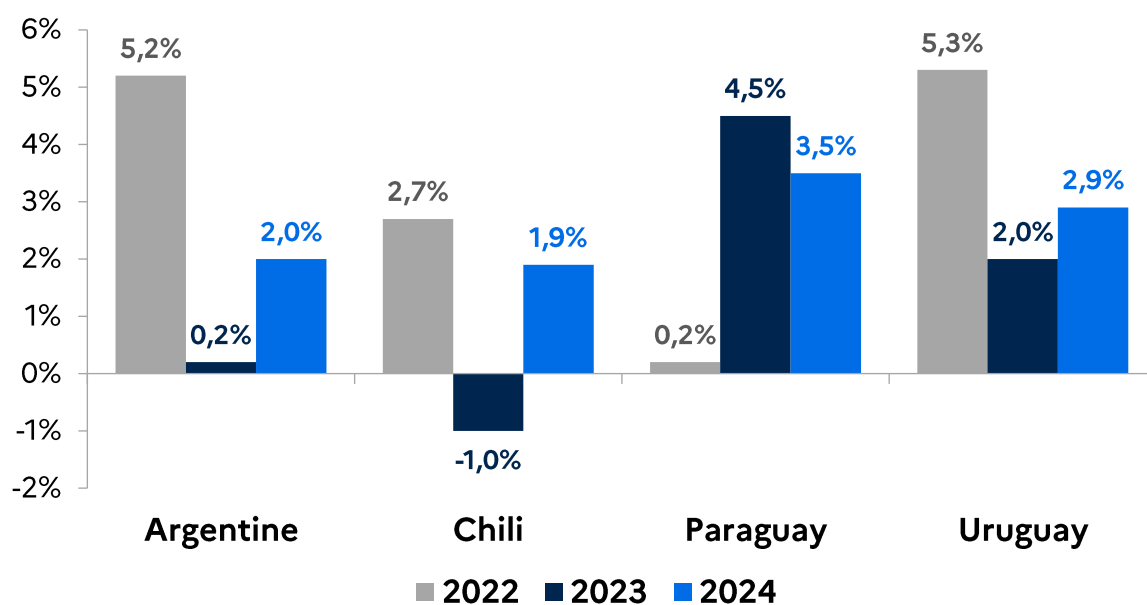
Principaux indicateurs macroéconomiques

		Argentine	Chili	Paraguay	Uruguay
Derniers chiffres annuels					
Croissance du PIB réel	2022	5,2%	2,7%	0,2%	5,3%
Inflation (fin de période)	2022	94,8%	12,8%	9,8%	8,3%
Solde budgétaire (% du PIB)	2022	-2,4%	1,1%	-3,0%	-3,4%
Dettes publique (% du PIB)	2022	84,5%	38,0%	36,6%	88,9%
Solde courant (% du PIB)	2022	0,7%	-9,0%	-5,2%	-2,5%
Dettes extérieure (% du PIB)	2022	79,8%	76,4%	32,5%	85,2%
Prévisions et anticipations					
Inflation (fin de période) - Agents économiques	2023	98,4%	5,0%	4,1%	7,1%
Croissance du PIB réel - FMI	2023	0,2%	-1,0%	4,5%	2,0%
Croissance du PIB réel - Agents économiques	2023	-2,7%	-0,5%	0,2%	1,7%
Croissance du PIB réel - FMI	2024	2,0%	1,9%	3,5%	2,9%
Croissance du PIB réel - Agents économiques	2024	0,7%	1,9%	2,5%	2,5%
Pour mémoire					
PIB nominal (Mds USD)	2022	512	325,3	39,6	62,4
Population (millions)	2022	46,3	19,9	7,5	3,6

Sources : FMI, Instituts statistiques nationaux, Banques centrales nationales, SER Buenos Aires

Graphique de la semaine

Cône Sud – Croissance en 2022 et prévisions de croissance du FMI pour 2023 et 2024



Sources : FMI, SER Buenos Aires

ARGENTINE

Le ministre de l'Économie se rend de nouveau à Washington dans le cadre des prochaines réunions de la Banque mondiale et du FMI

Le ministre de l'Économie Sergio Massa s'est rendu à Washington le 13 avril dans la perspective des réunions du printemps 2023 de la Banque mondiale et du FMI. Il doit à cette occasion, selon la presse argentine, rencontrer les autorités américaines pour aborder l'agenda économique bilatéral, ainsi que les dirigeants du FMI pour évoquer l'évolution du programme. Cette visite fait écho à la précédente, il y a seulement deux semaines avec le président Alberto Fernández, juste avant l'examen de la 4^e revue du programme par le conseil d'administration du FMI.

Concernant l'agenda économique bilatéral, plusieurs sujets devraient être abordés avec des représentants du Conseil de sécurité nationale américain. Ils avaient déjà été abordés le 12 avril lors du détour du ministre de l'Économie à Saint-Domingue, en République dominicaine, pour rencontrer la secrétaire d'État adjointe des États-Unis, Wendy Sherman. Celle-ci faisait également un arrêt à Saint-Domingue avant de se rendre à Buenos Aires pour avancer sur l'agenda stratégique bilatéral défini lors de la rencontre des présidents américain et argentin à Washington fin mars. Les principaux sujets abordés porteraient sur le commerce bilatéral afin de faciliter l'entrée des produits argentins sur le marché américain (aliments, biocarburants, produits pharmaceutiques, entre autres) et sur les

investissements dans une série de secteurs stratégiques (pétrole, gaz, lithium et cuivre).

En ce qui concerne les sujets d'ordre multilatéral, le ministre Sergio Massa devrait également rencontrer la n°2 du FMI, Gita Gopinath, lors de son déplacement à Washington. L'objectif du ministre serait, selon la presse argentine, d'obtenir davantage de financements des banques multilatérales de développement pour dynamiser les réserves de change et compléter les entrées de devises espérées à travers le « dollar soja III » annoncé la semaine dernière. Une autre idée serait de flexibiliser davantage les cibles de réserves internationales nettes et de déficit budgétaire primaire du programme pour tenir compte des effets de la sécheresse, voire de repousser les échéances dues au FMI en 2023 à 2024.

En effet, lors de l'examen de la 4^e revue, les services du FMI ont douté de la capacité de l'Argentine à atteindre les cibles du 1^{er} trimestre de 2023. À quelques jours de la clôture du mois de mars, les réserves internationales nettes argentines étaient environ 1 Md USD au-dessous de la cible de fin mars (4,2 Md USD). De plus, sur les deux premiers mois de 2023, le déficit budgétaire primaire cumulé s'élevait à 0,28% du PIB, contre une limite fixée à 0,30% du PIB pour l'ensemble du 1^{er} trimestre.

L'Argentine et l'Uruguay modernisent la centrale hydroélectrique de Salto Grande

La deuxième étape du projet de rénovation et de modernisation du barrage binational de Salto Grande a pour but d'allonger la durée de fonctionnement de la centrale hydroélectrique de 40 ans. Construite en



1974 sur la rivière Uruguay, la centrale hydroélectrique, avec 1.890 MW de puissance installée, alimente l'Argentine et l'Uruguay (3% et 53% de la demande d'électricité respectivement) grâce à 14 turbines Kaplan de 135 MW, quatre sous-stations électriques qui régulent la distribution de l'électricité, et 345 km de lignes sous haute tension alimentant les systèmes électriques de chaque pays.

Le projet est financé en quatre étapes par la Banque interaméricaine de développement (BID). La première, financée à hauteur de 80 MUSD, sera finalisée fin 2024. La deuxième étape a été lancée en parallèle, pour 150 MUSD d'investissement, destinés entre autres à la rénovation des quatre sous-stations électriques (52 MUSD), à l'achat du matériel électromécanique (31 MUSD), à la rénovation du système de contrôle (13 MUSD) et aux ouvrages de mitigation de l'érosion côtière causée par le projet (7 MUSD). Une troisième étape est prévue pour 2029-2034 (125 MUSD). La dernière étape, la plus importante, qui porte sur la rénovation des turbines et du générateur, sera envisagée à partir de 2024 (600 MUSD). Les appels d'offres pour les contrats de cette dernière et de la phase 2 devraient être publiés lors du deuxième semestre 2023.

Enfin, des recherches portant sur le barrage sont prévues. Elles viseraient notamment à analyser l'impact du changement climatique sur le fonctionnement du barrage - la sécheresse actuelle affectant la production d'électricité - et la faisabilité d'un projet de génération d'hydrogène à partir de l'électricité produite par la centrale.

CHILI

Engie renforce ses positions au Chili avec un investissement de 1,8 Md USD prévus dans les renouvelables

Catherine MacGregor, directrice générale (DG) de l'entreprise française Engie, en déplacement au Chili a réaffirmé la semaine dernière l'importance stratégique du pays pour son activité. Lors de cette visite, la DG a notamment rencontré le ministre de l'énergie Diego Pardow et a confirmé la volonté d'Engie d'investir 1,8 Md USD dans les renouvelables au Chili à l'horizon 2026, soit 15% des 13 à 14 Md USD qu'Engie a prévu d'investir au niveau mondial sur la période. Engie produisait historiquement de l'électricité au Chili grâce à des centrales à charbon, dont la fermeture est prévue d'ici 2025, et des centrales à gaz. Cependant, ses investissements récents ont permis de faire passer la part des énergies renouvelables dans sa production électrique au Chili de 1% en 2018 à 33% en 2023.

Le Chili revêt une importance stratégique pour le groupe Engie du fait du haut potentiel de génération électrique à base d'énergies renouvelables du pays, solaire et éolienne (estimé à 70 fois la consommation électrique chilienne actuelle par l'Agence Internationale de l'Énergie, AIE). Le marché chilien est par conséquent idéal pour entreprendre la décarbonation du groupe. Engie est actuellement engagée dans plusieurs projets de renouvelables, totalisant une puissance de 1.400 MW (notamment trois centrales solaires et un champ éolien dans la région d'Antofagasta), qui devraient être opérationnels en 2026. La firme française souhaite également développer



des technologies de stockage de l'électricité à base de batteries (BESS: Battery Energy Storage System) au Chili. En effet, le stockage de l'électricité est nécessaire du fait de l'intermittence de l'éolien et du solaire, de la faible flexibilité du réseau actuel et du manque de lignes électriques – d'autant plus que la part des renouvelables est appelée à augmenter drastiquement à l'avenir. Elle atteignait déjà un record de 71,4% de la production électrique en fin février.

Pour se prémunir des difficultés d'approvisionnement à court-terme auxquelles Engie a dû faire face l'an passé, le groupe français a signé de nouveaux contrats auprès des fournisseurs de gaz Enel et ENAP. À moyen-terme, les nombreux projets d'énergies renouvelables portés par Engie devraient lui permettre de réduire sa dépendance aux fournitures gazières pour produire de l'électricité au Chili. Selon le *Diario Financiero*, l'action d'Engie est la deuxième action présentant le meilleur potentiel de retour sur investissement au Chili (après la société minière SQM), notamment grâce à son faible cours actuel. En effet, le prix de l'action d'Engie Chile a été divisée par deux depuis 2020 à cause de l'impact négatif de la hausse des prix du gaz et du charbon sur l'EBITDA d'Engie.

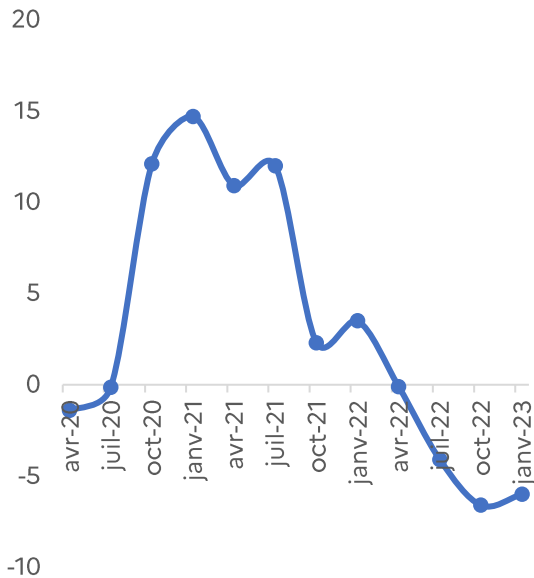
La réforme des 40 heures au Chili est adoptée

La chambre des députés chilienne a adopté le 11 avril 2023 la loi fixant la durée légale du travail pour un salarié à temps plein à 40 heures (sans affecter la rémunération des travailleurs), après que le sénat l'ait approuvée à l'unanimité le 21 mars dernier grâce à un large soutien des parlementaires de tous bords. Le projet de loi initial avait été

proposé en 2018 par la députée Camila Vallejo, aujourd'hui ministre-secrétaire générale du gouvernement, et avait été relancée en 2022 auprès du Sénat. Lors de son examen, les nombreux amendements proposés ont permis d'arriver à un très large consensus entre le Gouvernement, les partis d'opposition et les entreprises.

La réforme prévoit une réduction du temps de travail graduelle à partir de 2024 pour passer de 45 heures (durée légale actuelle) à 40 heures hebdomadaires d'ici 2028. La loi intègre la possibilité de travailler 4 jours et inclut plusieurs mesures pour adapter les horaires de travail des parents, notamment pour faciliter l'insertion professionnelle des mères de famille. Les entreprises pourront faire travailler leurs employés jusqu'à 45 heures par semaine, tant que le temps de travail hebdomadaire ne dépasse pas les 40 heures par semaine en moyenne sur un mois et sous réserve d'un accord collectif avec les syndicats. En sus, les heures supplémentaires éventuelles pourront être rétribuées sous forme de congés. Enfin, certains métiers resteront soumis à des règles spécifiques comme les pêcheurs, les équipages aériens ou les employés de maison. Les dirigeants d'entreprise ne seront pas concernés par la durée légale du travail à 40 heures par semaine ni les fonctionnaires qui relèvent d'un statut spécifique. Cette exception faite pour les fonctionnaires s'explique par le rejet de la réforme fiscale du gouvernement par le Parlement en début mars. La durée de travail hebdomadaire des fonctionnaires devrait également être réduite à 40 heures lorsque le gouvernement disposera des ressources fiscales nécessaires. Cette mesure devra faire l'objet d'une loi ad hoc.

Évolution de la productivité du travail en glissement trimestriel (%)



Sources : Ceicdata, SER Buenos Aires

Le passage aux 40 heures a pour objectif d'augmenter la productivité des Chiliens au travail (actuellement la plus faible de l'OCDE). L'amélioration de la qualité de vie des salariés permettrait de créer un meilleur équilibre entre vie privée et vie professionnelle qui stimulerait l'engagement des employés. Le Gouvernement chilien souhaiterait pouvoir promulguer la loi lors de la date symbolique du 1er mai.

PARAGUAY

Le FMI et le Paraguay sont parvenus à un accord au niveau des services au titre de l'instrument de coordination des politiques économiques (PCI)

À l'issue d'une mission des équipes du Fonds monétaire international (FMI) à Asunción du 27 mars au 4 avril, le FMI et le Paraguay sont

parvenus à un accord au niveau des services sur la première revue de l'instrument non financier visant à concevoir des politiques économiques efficaces (PCI). Dans le communiqué publié par le Fonds, les services constatent une accélération de la croissance (+4,5% attendus en 2023 versus +0,2% en 2022) malgré le choc négatif causé par la sécheresse.

Concernant les finances publiques, les services recommandent au Paraguay de constituer des marges budgétaires afin de pouvoir renforcer la résilience du pays en cas de dégradation des conditions économiques (sécheresse, retournement de la conjoncture internationale). A cet égard, les services encouragent les autorités paraguayennes à poursuivre la réduction du déficit budgétaire (2,3% du PIB en 2023 versus 4,5% du PIB un an plus tôt), avec pour objectif à terme de respecter la loi sur la responsabilité fiscale qui plafonne le déficit à 1,5% du PIB.

À propos de la politique monétaire, les services saluent son pilotage prudent qui a permis de réduire les tensions inflationnistes (6,4% en mars versus un pic à 11,5% en juin). Si la baisse de la pression sur les prix venait à perdurer, avec des anticipations d'inflation qui seraient à nouveau alignées sur la cible de la Banque centrale, les services jugent possible un assouplissement de la politique monétaire au cours des prochains mois afin d'alléger les conditions de crédits. En dépit d'une hausse du taux de prêts non performants, les services considèrent toutefois comme solide le secteur financier et soulignent le rétablissement de la rentabilité des banques à son niveau pré-pandémique. Sur les comptes extérieurs, le Paraguay affiche un léger excédent du compte courant (0,1% du PIB en 2023) après la détérioration marquée du solde en raison

de la mauvaise performance des exportations agricoles (-6,5% du PIB en 2022).

Enfin, concernant l'agenda des réformes, les services saluent les progrès dans les repères structurels fixés pour la fin décembre 2022 dans le cadre de l'instrument non financier du Fonds (PCI). A cet égard, le gouvernement a soumis au Congrès les projets de loi portant sur la réforme de la fonction publique et l'élargissement de la couverture des programmes sociaux Tekoporã et Pension Alimentaria para Adultos Mayores. Par ailleurs, les services affirment que le gouvernement paraguayen s'est engagé à avancer dans la préparation des lois portant sur l'organisation de l'État et sur le système des retraites, en particulier celle afférente à la caisse des retraites de la fonction publique « Caja Fiscal ». Il prévoit également de publier les règlements permettant de mettre en œuvre la loi sur les marchés publics.



La direction générale du Trésor est présente dans plus de 100 pays à travers ses Services économiques.
Pour en savoir plus sur ses missions et ses implantations : www.tresor.economie.gouv.fr/tresor-international



Responsable de la publication : Jean-François Michel,
Chef du Service Économique Régional de Buenos Aires

Rédacteurs : SER de Buenos Aires, SE de Santiago

Pour s'abonner :
LinkedIn :
Twitter :

simeon.morvan@dgtresor.gouv.fr
Service Économique Régional pour le Cône Sud
@Tresor_ConoSud